

**Canabate A. - Puissance des subjectivités et réappropriation de valeurs : l'écologie politique ou la « sortie civilisée » (Gorz) du capitalisme.**

Alice Canabate, Docteure en sociologie – Université Paris Descartes

Chercheuse associée LCS – Université Paris VII

« *Compte tenu de la crise écologique (...) de la quasi-impossibilité du système de continuer sa course présente, ce qui est requis est une nouvelle création imaginaire d'une importance sans pareille dans le passé, une création qui mettrait au centre de la vie humaine d'autres significations que l'expansion de la production et de la consommation, qui poserait des objectifs de vie différents, qui puissent être reconnus par les êtres humains comme valant la peine* »<sup>823</sup>.

Nous sommes vingt ans plus tard, et cette « quasi-impossibilité » est en passe de perdre son préfixe. Cet état de fait commence à exploser dans les consciences ; la crise systémique qui frappe l'Europe depuis 2008 est venue en effet rendre plus saillant encore certains mécanismes d'ordre concurrentiel liés à notre mode de développement et érigés en véritables *topos*. Les ressources énergétiques fossiles en voie de tarissement, sur lesquelles la civilisation thermo industrielle a pourtant fondé une grande partie de son développement, ainsi que la surconsommation qui règne dans les sociétés occidentales finissent par illustrer le gigantisme d'un modèle qui n'aurait précisément pas pensé ses limitations.

Cette « contre-productivité », cette logique d'auto-étouffement a été diagnostiquée depuis longtemps. On a alors tenté d'apposer à l'*esprit* du développement, des « principes de précaution ». Mais la *lettre* en est restée morte, immobilisée par une « société du risque » qui, pensant modéliser ses menaces, a achevé d'en proposer de nouvelles voies. Les différentes conférences internationales, et notamment depuis Stockholm, ont bien tenté de mettre à l'agenda une *durabilité de substance*, mais celle-ci a fini par entrer dans la raison instrumentale du capitalisme dont elle cherchait précisément à s'éloigner. Autrement dit, le développement durable est devenue une formule valise, n'enrayant que très faiblement la « course présente » dont parle Castoriadis. Les sommets mondiaux ont peiné à engager concrètement des solutions et les quelques actions se sont globalement enlisées. Et cela notamment car de *vraies* mesures engagent le fondement de nos modes de vies et compromettent un confort rudement acquis. Cette *inertie consensualisée* fonde la raison pour laquelle, en parallèle de ces sommets mondiaux, prolifèrent des contre-sommets, des « sommets des peuples » qui eux, s'attèlent à désigner les « traitres à la pérennité » de la planète. Car l'enjeu est ici : maintenir nos modes de consommation et de production, ou protéger et pérenniser l'avenir du vivant. Ce questionnement a jeté le monde occidental dans une crise des valeurs et des priorités.

Ce sujet bien sûr, n'est pas « neuf ». Les tensions inhérentes au modèle de développement occidental ont fait l'objet de nombreuses recherches : qu'il s'agisse d'économistes hétérodoxes, on pense entre autres aux travaux de Gilbert Rist (1996) ou de Serge Latouche (2004) ou plus récemment de Dominique Méda (2013) ; de philosophes

explorant les conditions d'un nouveau type d'éthique, on pense notamment aux travaux de Catherine et Raphael Larrère, (1997) ou encore des problématiques relatives aux « sphères morales », comme le travaille Emile Hache. Certains socio-anthropologues cherchent également à repenser les présupposés de la pensée économique (Flahaut, 2005) et les effets d'un développement technique et industriel « fléché » (Gras, 2007). Enfin certains historiens s'attèlent à évaluer les conséquences sociales de la modernisation et des choix technico-économiques - on pense ici au récent ouvrage de Christophe Bonneuil, Sezin Topçu, Celine Pessis (2013). L'analyse donc de ce « nouveau moment de l'histoire collective », pour reprendre l'expression de Yannick Rumpala (2010), connaît une variabilité de paradigmes interprétatifs : crise tantôt qualifiée de sociale, politique, historique, anthropologique, civilisationnelle voire géologique – on pense ici notamment aux débats fertiles qui sont en train de poindre autour de ce que l'on appelle l'Anthropocène. C'est en tout cas pour nombre de ces chercheurs une crise « systémique » multidimensionnelle. Elle est systémique entre autre en ce qu'elle renvoie à un certain type de rationalité, incarnée dans la Raison économique ; une rationalité aussi contagieuse que polinisante. La critique de ce type de rationalité n'est pas neuve non plus. Elle porte essentiellement sur le « monopole radical » et la « contre-productivité » d'une société industrielle autonomisée – comme dirait Illich (1975) - qui *in fine* prive les individus de leurs libertés. Et c'est cet aspect qui nous importe : quels sont finalement les principes d'adhésion qui permettent, qui soutiennent, qui soutiennent une forme de « servitude volontaire » ? et comment penser son émancipation ? l'écologie politique est-elle à même de générer cette « nouvelle création imaginaire d'une importance sans pareille » que castoriadis appelle de ses vœux ?

## II. Crise des valeurs et crise de l'adhésion

Cette question semble d'autant plus importante aujourd'hui, que la globalisation de l'économie, l'augmentation des inégalités et de l'exclusion sociale, mais aussi et surtout la déstabilisation de certains pays fortement impactés par les effets de la crise (financière celle-ci), conduisent plus encore à questionner les grands objectifs du mode de vie occidental, et la façon dont les populations, les sociétés civiles y *adhèrent*. On a pu voir ces dernières années un « réveil des sociétés civiles » incarné notamment en Europe dans ce que l'on appelle « le mouvement des places ». Le mécontentement lié à la crise a finalement ré-ouvert à la fois le dossier de la mondialisation et celui de l'ensemble du système mis en place depuis plus de deux siècles d'histoire européenne. Or - et Gorz déjà l'avait signifié : la crise financière, la crise sociale et la crise écologique forment un tout : elles traduisent l'épuisement du système capitaliste. Il devient par conséquent difficile de les séparer ou de les hiérarchiser. Au début des années 80, Gorz déclare, d'une manière quasi-prophétique : « *en ce qui concerne la crise économique mondiale, nous sommes au début d'un processus long qui durera encore des décennies. Le pire est encore devant nous, c'est-à-dire l'effondrement financier de grandes banques et vraisemblablement aussi d'états. Ces effondrements ou les moyens mis en œuvre pour les éviter ne feront qu'approfondir la crise des sociétés et des valeurs encore dominantes* »<sup>824</sup>. Dans un

<sup>823</sup> « Un monde à venir, entretien avec Cornélius Castoriadis », in *La république des lettres*, 1<sup>er</sup> juin 1994, propos recueillis par Olivier Morel.

<sup>824</sup> « L'homme est un être qui a à se faire ce qu'il est », Entretien

entretien, réalisé cette fois en 2005, intitulé « richesse sans valeur, valeur sans richesse », il va plus loin encore : « *la décroissance de l'économie fondé sur la valeur d'échange a déjà lieu et s'accroîtra. La question est seulement de savoir si elle va prendre la forme d'une crise catastrophique subie ou celle d'un choix de société auto-organisée, fondant une économie et une civilisation au delà du salariat et des rapports marchands dont les germes auront été semés et les outils forgés par des expérimentations sociales convaincantes*<sup>825</sup> ».

Le « réveil des sociétés civiles » auquel on assiste en Europe depuis 2011 a ouvert un nouvel univers d'aspirations et de demandes sociales. De nombreux mouvements se sont constitués et révèlent l'envie commune de millions de personnes désireuses de se réapproprier leur existence, conformément aux choix et aux valeurs qui leur sont propres. Il y a donc un nombre croissant d'individus, privés de la possibilité de s'exprimer, frustrés dans leurs aspirations collectives et dépossédés de la faculté de diriger leur existence, qui s'opposent à la réponse donnée par les Etats et mettent en place de nouvelles formes de vie et de coopération communautaires – qui tentent par conséquent d'engager ces *expérimentations sociales convaincantes* dont parle Gorz. La mobilisation de la société civile sur ces sujets représente une forme d'accélération dans la transformation radicale des structures traditionnelles. Car ces résistances démocratiques et ces imaginaires de transition s'emploient *in fine* à repenser les modes d'existence, à remettre en question certains paradigmes dominants, et à prendre les mesures qui s'imposent afin de re-poséder leurs vies. Ici se joue véritablement la création « d'espaces publics oppositionnels » (Negt) qui vise à alimenter la critique du capitalisme et a montré les limites *vécues* du modèle. Ces résistances ne sont initialement pas d'ordre écologique mais la conjoncture a fini par agréger entre elles différentes condamnations que le modèle néolibérale avait déjà à son actif. On se rappelle ici de l'intuition de Gorz qui disait déjà que « *c'est en partant de la critique du capitalisme que l'on arrive inmanquablement à l'écologie politique* ». On voit donc émerger autant de « subjectivités rebelles » d'acteurs qui visent à incarner le « débordement démocratique », pour reprendre les termes d'Oskar Negt, à instiguer afin de renverser les effets de domination injustes d'un capitalisme considéré comme vacillant et créateur d'une dégénérescence, tant sociale qu'environnementale, inédite. Il y a pour autant dans ce contexte, nombre d'injonctions paradoxales qui se répandent dans les imaginaires et dans les modes d'être, caractéristiques de la difficulté d'engager un « retournement » - comme le dirait Lordon - de perspective. Car finalement comment déloger les modes de captation de l'attention de sociétés puissamment consuméristes et engager l'adhésion à

avec Martin Jander et Rainer Maischein sur l'aliénation, la liberté et l'utopie, retranscrit dans FOUREL (C.) (ss. la dir.), *André Gorz, un penseur pour le XXI<sup>ème</sup> siècle*, La découverte, Paris, 2012. p. 267.

<sup>825</sup> « Richesse sans valeur, valeur sans richesse », Entretien réalisé par Sonia Montano, publié dans *Cadernos IHV Ideias*, n° 31, São Paulo, Unisinos, 2005, repris dans GORZ (A.), *Ecologica*, Galilée, Paris, 2008. L'idée est également reprise dans GORZ (A.), « Crise mondiale, décroissance et sortie du capitalisme », in *Entropia* n° 2 « Décroissance et travail », Parangon, Lyon, Printemps 2007. p. 54.

d'autres types de priorités ? Et surtout quel(s) rôle(s) peut occuper l'écologie politique dans cette entreprise ?

## II. L'écologie politique « révélatrice » : quand l'impensable est à penser.

L'écologie politique des premiers temps - celle des années 70 - a endossé le rôle de révélateur. En dénonçant certaines logiques internes au mode de développement occidental, et en rendant saillant la menace de la destruction de notre patrimoine naturel, elle a participé à désigner les logiques non durables, en visant en quelque sorte à rompre avec l'arrogance d'un certain gigantisme de développement. Mais pour parvenir à un consentement susceptible de ré-instituer un cercle vertueux dans nos modes de coexistence, il faut *après la désignation* des logiques obsolètes, une forme de *décolonisation* des imaginaires. Rappelons ici que dans les sociétés capitalistes, l'infrastructure exerce sur la collectivité humaine une fonction aliénante plus forte et plus marquée qu'à d'autres périodes de l'histoire. Et cette *colonisation*, cette captation des attentions par le modèle néo-libéral a finalement achevé d'ériger un consentement tacite sur ses formes et ses horizons. Car les modes de captation sont aujourd'hui si forts que l'individu n'est plus véritablement en mesure de saisir les différentes latitudes de l'évolution sociale, institutionnelle, politique ou économique, rendant alors difficile la reconnaissance des objectifs qui *valent la peine*. Pour Castoriadis, ce type d'aliénation consiste en ce que l'institution, une fois posée, s'autonomise, acquiert une inertie et une logique propre pour finalement dépasser ses fonctions, ses fins et ses raisons d'être. Cette hétéronomie instituée pousse alors à croire que la loi sociale soit comme « hors d'atteinte » - comme il le dit lui-même dans *Les figures du pensable*. Ceci fonde à la fois l'autorité et rend délicate la déconstruction des structures d'aliénation. Ce point a largement été commenté par les sciences sociales. Ce qui semble plus important aujourd'hui c'est que cette hétéronomie instituée apparaît comme plus insidieuse, dans la mesure où l'unité apparente de nos sociétés est désormais édiflée sur le déchirement, sur la fragmentation : la société récupère, recycle, réinvestit, réordonne, s'occupant ainsi de museler sa négativité et ses potentiels de dépassement.

Mais l'histoire démontre qu'à certains moments, les tensions s'exacerbent pour finalement parvenir à une situation limite où les régularités sociales perdent de leur aspect fédérateur, donnant lieu à des situations charnières, invitant à des reconquêtes de sens et d'actions collectives. L'un des plus puissants vecteurs de transformation, réside sans doute dans la réappropriation, par les individus, des significations imaginaires qui fondent leur monde-de-la-vie<sup>826</sup> (Husserl). Car finalement toute signification imaginaire n'est possible, pour Castoriadis, que parce qu'elle s'appuie sur des institutions garantissant son existence. Or il apparaît qu'aujourd'hui, nombre de ces institutions craquellent, invitant à d'infinis logiques de réinvestissement. Des réinvestissements nécessairement subjectifs et engageant alors l'autoreprésentation de la société. Castoriadis avait, en pionnier, évoqué ce désenchantement du progrès libéral et prédit la fin de la société de marché, exprimant par là un certain épuisement de la modernité. Ce que Florence Giust-Desprairies a également signifié dans son versant psychique, qu'elle

<sup>826</sup> Ou « Lebenswelt ». Cf : HUSSERL (E.), *La crise des sciences européennes et la phénoménologie transcendantale* (trad. Fr G Granel), Gallimard, Paris, 1976.

nomme « la crise des repères identificatoires<sup>827</sup> ». Une crise qui tourne essentiellement autour de l'idée d'une forme de dépossession, venant du poids de la société et du système qu'elle reproduit. Or la montée des préoccupations sociales et écologiques témoigne précisément de cette reconnaissance des limites, internes comme externes, en passe d'être franchies et de cette forme de dépossession vécue quand à l'avenir. Au travers de cette reconnaissance des seuils et des limites franchies par les sociétés néolibérales, débute finalement la *conscientisation* de l'hétéronomie. L'écologie politique incarne par conséquent ici d'une part, la lutte contre des contraintes devenues illégitimes, et sous-tend d'autre part, une rupture dans les représentations. Rupture dans la mesure où l'un de ses objectifs est de s'attaquer à rien de moins qu'à l'une des significations imaginaires contemporaines des plus axiales, soit celle qui érige « l'économique comme universel », celui qui, premier en tout, « légifère pour l'éternité et pour le monde entier<sup>828</sup> ». L'écologie incarne, par conséquent, aujourd'hui, une pensée de la *négativité* (Hegel), du dépassement, des autres possibles.

Comme le dit Castoriadis, ce n'est que dans la *matérialité de la vie*, c'est-à-dire dans la prise sur le réel, que peut s'entrevoir un potentiel de sortie vis à vis d'un imaginaire central qui ne fait plus sens. Or les limitations sociales et écologiques s'imposent aujourd'hui pour un nombre croissant d'individus comme des motifs matériels justifiant le passage vers une nouvelle anthropologie économique permettant de stopper le processus d'érosion des ressources de la planète mais également de réduire les inégalités qui se creusent. C'est cette nécessité contingente, matérielle, vécue qui justifie qu'une forme de *sécession* se soit organisée finalement au sein des sociétés civiles et face à des procédures développementistes jugées prométhéennes. Rappelons d'ailleurs sur ce point que, de façon une fois encore quasi-prophétique, Castoriadis, en 1964, avait expliqué que la créativité contemporaine cessé d'être concentrée comme le voulait les Marxistes, sur la lutte des classes et la victoire du prolétariat, pour fonder son existence dans des termes opposant ceux qui acceptent le système, et ceux qui le combattent<sup>829</sup>, c'est-à-dire non plus portée par un agent social précis mais extensible à la société toute entière. Et c'est sans doute ici que l'écologie politique de « révélatrice » devient « créatrice ». Autrement dit après avoir historiquement soulevé les impensables, elle invite aujourd'hui à penser les possibles.

### **III. L'écologie politique « créatrice » : penser les possibles**

Les idées exercent une influence sur le changement social pour autant qu'elles deviennent des valeurs capables de susciter une assez forte motivation, mais aussi dans la mesure où elles s'intègrent dans un système de conception du monde proposé comme explication et comme projet à l'ensemble d'une collectivité ou d'un groupe. En d'autres termes, seule une adhésion collective à des valeurs définis,

<sup>827</sup> GIUST-DESPRAIRIES (F.), « Crise dans l'autoreprésentation de la société », in *Sciences de l'homme et sociétés*, n°80 : « Crise du sens imaginaire, autonomie. Penser aujourd'hui avec Castoriadis » septembre 2005, p 22.

<sup>828</sup> GIUST-DESPRAIRIES (F.), *L'imaginaire collectif*, Eres, Paris, 2009, p. 232.

<sup>829</sup> Pour en savoir davantage, cf : CASTORIADIS (C.), *L'expérience du mouvement ouvrier 2, Prolétariat et organisation, « recommencer la révolution »*, Coll. 10/18, UGE, Paris, 1974, p 323-354.

permettra que la sortie du capitalisme ne soit pas « barbare » mais « civilisée ». Comme Gorz l'expose, dans son ouvrage *Ecologica* : « une foule d'indices convergents suggère que ce dépassement est déjà commencé et que les chances d'une sortie civilisée du capitalisme dépendent avant tout de notre capacité à distinguer les tendances et les pratiques qui en annoncent les possibilités<sup>830</sup> ». Nous voudrions donc pour conclure, esquisser de brèves pistes de réflexion quand à la capacité de l'écologie politique - en tant que tendance comportementale, morale et politique, dans les réexamens paradigmatiques qu'elle suggère, mais aussi en tant que mouvement social - à devenir « initiatrice » pour toutes ces « subjectivités rebelles » agrégées. A proposer en d'autres termes, un renouvellement des valeurs, et à conduire à d'autres *tendances* et d'autres *pratiques*, qui annoncent peut-être la possibilité d'initier demain d'autres modes de partage, de médiations et de coexistence. Anselm Jappe également l'expose dans son ouvrage *Crédit à mort* : l'émancipation sociale se situe dans le basculement des médiations structurantes de la société capitaliste-marchande vers d'autres formes de médiations moins fétichistes et moins mutilantes ; rappelant en cela qu'un tel processus nécessite de véritablement changer les structures profondes de l'être social.

Initiatrice donc, tout d'abord, en ce que : en revisitant nombre des *dimensions* de nos modes de vie, elle inaugure en fait un « déplacement des seuils d'acceptabilité ». Elle invite en premier lieu à reconsidérer des mesures davantage qualitatives. Nos sociétés sont en effet structurées autour de l'idée d'un mesurable permanent, de toute chose en toute instance. En déracinant cet imaginaire du tout-quantifiable et en invitant à se responsabiliser sur la pertinence de nos mesures, elle suppose une logique collective et une transformation des rapports sociaux, susceptible d'instituer la reconnaissance du « trop ». Or ici aussi Gorz le rappelait, l'idée du « suffisant » n'appartient pas à l'économie : ça n'en est pas son *souci*. Elle remet également en cause les présupposés sur lesquelles ce modèle s'appuie soit, d'une part, un regard économique exclusivement basé sur la valeur marchande et, d'autre part, le mythe d'une propriété absolue qui ne conçoit le rapport des hommes à leur territoire et à leur environnement que sur le modèle statique de la possession. À ce titre, les débats actuels autour de la question des « biens communs » démontrent à quel point elle s'investit dans ces redéfinitions.

Elle invite également à ré-instituer une humilité dans notre rapport au temps et à l'incertain. Elle implique de rompre avec l'immédiateté et la permanente oppression des logiques productives, avec le diktat *des temps courts et explosifs des événements* - comme le dirait Fernand Braudel, rappelant par là que le temps politique n'est pas condamné à n'être qu'événementiel. Cela suppose d'opposer au temps du calcul économique, une approche du temps faite de davantage de modestie, de sobriété et de surtout de précaution (c'est-à-dire intégrant l'*incertain*), interrogeant dans toutes ses dimensions les effets véritables de nos choix. En mettant en questionnement les préceptes suggérant que seul un mode éconômisé - quantifiable et immédiat - au monde est permis, l'écologie politique engage finalement un rapport de subversion aux logiques normatives. En résistant d'une certaine manière à cet arsenal d'« *armes de distraction massives*<sup>831</sup> » qui achève

<sup>830</sup> GORZ (A.), *Ecologica*, Galilée, Paris, 2008, p. 30

<sup>831</sup> CITTON (Y.), « Téléologie régnante et politiques de modes » in CITTON (Y.) et LORDON (F.) (dir.), *Spinoza et les sciences*

d'aplatir l'urgence d'un revirement dans notre mode de développement, elle propose en fait une sorte *d'alter-économie des attentions* face aux logiques dominantes. En accordant de l'attention à d'autres types de critères, elle *rajeunit* les modes d'évaluation. Or, comme Gorz l'a expliqué, le vieillissement gagne les sociétés de la même façon que les individus ; « *un vieillissement permis par l'engluement dans une pratico-inertie de plus en plus encombrante*<sup>832</sup> ». Et pour autant dit-il, « *nous savons que le moment est proche où le dernier quintal de combustible sera consommé ; que notre mode de vie n'est ni généralisable ni durable, qu'il faudra inventer autre chose*<sup>833</sup> ». C'est sans doute l'un des rôles de l'écologie politique et sociale - que de permettre ce déplacement, ce rajeunissement et ce renouvellement des cadres imaginaires. Ceux qui – pour reprendre les termes introductifs - « *poserait des objectifs de vie différents, qui puissent être reconnus par les êtres humains comme valant la peine* ».

---

*sociales*, Editions Amsterdam, Paris, 2008, p 199.

<sup>832</sup> GORZ (A.), « *nous sommes moins vieux qu'il y a vingt ans* », Projet de préface inédit pour une nouvelle édition du *Traité*, rédigé en 2005 et écrit sur la base de fragments d'articles publiés dans les temps modernes et notamment : « le vieillissement », in *Les temps Modernes*, n°187-188, décembre 1961-Janvier 1962. Texte publié dans : FOUREL (C.) (dir.), *André Gorz, un penseur pour le XXIème siècle*, La découverte, Paris, 2012. p. 273.

<sup>833</sup> GORZ (A.), in FOUREL (C.), *ibid*, p. 274.